



Bruxelles
Kévin Denkey P.5
honoré à la soirée
white party



Récépissé
N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Nouvelle Opinion

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations
générales d'analyses et de publicité

N° 871 du 07 juillet 2024

Indice de développement humain 2023-2024

Les Raisons et indicateurs qui sous-tendent le bon score du Togo

P.3



Conférence internationale sur
l'afforestation et le reboisement P.5

Kodjo Adédzé expose les ambitions du Togo



1^{er} sommet de l'AES
**Burkina Faso, Mali et Niger tournent
définitivement dos à la CEDEAO** P.4

Pour un fonctionnement
plus efficace
**Le poste de Péage
d'Atetou présente
une configuration
moderne** P.2



**TOUS
À L'ÉCOLE**
Le prêt pour payer l'école de vos enfants

5 mois de salaire
Réponse en **24H**
Remboursable sur **11** mois

BANK OF AFRICA
EMCE GROUP
www.boftogo.com

Pour un fonctionnement plus efficace

Le poste de Péage d'Atetou présente une configuration moderne

La construction des postes de péage répond à la volonté d'entretien routier. Le poste de péage sur l'axe Tchitchaou-Sarakawa-Kanté installé en avril 2023 avec une configuration en kiosques a subi une

modification identique à celle des postes d'Aképe sur la RN5, Djabignon sur la RN 27 Vodougbe sur la RN 2.

La cérémonie de réception des nouvelles installations de ce poste d'Atetou, localisé dans la



modification. Il présente une nouvelle architecture depuis le samedi 6 juillet et devient ainsi

commune Kéran 1 (préfecture de la Kéran) à l'extrême Nord de la région de la Kara, s'est

déroulée en présence de M. Douiti N'Sarma Mabiba, préfet de la Kéran, du maire de la commune Kéran 1, M. Seoute Alouadjou, des leaders communautaires et représentants de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER).

La nouvelle structure de ce poste se présente en architecture moderne. Elle compte 06 voies dont 02 couloirs destinés aux véhicules à deux roues ; 02 pour les

véhicules poids lourd et 02 voies intermédiaires pour le passage de toutes les autres catégories.

Il occupe un périmètre important dans son ensemble pour le besoin des installations. Son personnel est composé de chef de poste, des caissiers, de régisseurs, d'électro techniciens, d'agents d'entretien et de sécurité. Tous, formés pour assurer avec responsabilité leur devoir.

A la manière de tous les postes installés de par le pays, le péage d'Atetou fonctionne à partir de trois sources d'énergie notamment le courant conventionnel fourni par la compagnie d'énergie électrique du Togo, un groupe électrogène de 66 KVA puis le champ photo

voltaïque. Pour le besoin en eau potable, il est réalisé un forage à capacité de fourniture suffisante. Le poste est également équipé d'une salle moderne de réunions, des bureaux pour les chefs de poste et d'équipes mais aussi des locaux pour les techniciens.

Il est aussi construit des salles pour le serveur et la régie vidéo surveillance sans oublier les locaux de la batterie d'alimentation du champ photovoltaïque.

Les usagers de la route sont invités au respect des dispositions mises en place par la SAFER pour un franchissement plus fluide et un fonctionnement plus efficace.

La Rédaction



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

N° 008/2024/OTR/CG/CDDI/DEL

MESURE DE DEPRECIATION SUR LES VALEURS DES VEHICULES

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal continu sur la mise à la consommation des véhicules en souffrance sous douane et de répondre aux différentes préoccupations des importateurs de véhicules d'occasion,

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des opérateurs économiques que la mesure de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi N° 2018 - 007 du 25 juin 2018 portant Code des Douanes National, se poursuit jusqu' au 20 décembre 2024.

Les dispositions en matière d'évaluation pour les véhicules mis à la consommation sont aussi applicables aux véhicules en transit.

A cet effet, il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2024 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus. Passé cette date, la dépréciation accordée sera automatiquement annulée.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour l'application correcte de cette mesure.

Fait à Lomé, le 28 juin 2024

Philippe Kéran B. TCHADJE

Le Commissaire Général

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



ENSEMBLE, CONSTRUISONS NOS ROUTES



TARIFS DE PEAGE

VEHICULES	CATÉGORIES	TARIFS
	2 roues	50F
	Tricycle	100F
 	Vehicule léger	500F
	Minibus de 9 à 15 places	500F
 	Autocar / Bus	1500F
	Poids lourd à 2 essieux	2500F
	Poids lourd à 3 essieux	3000F
 	Poids lourd à 4 et 5 essieux	3000F
 	Poids lourd à 6 et 7 essieux	3500F
 	Poids lourd à 8 et plus	5000F

Indice de développement humain 2023-2024

Les Raisons et indicateurs qui sous-tendent le bon score du Togo

Indicateur synthétique qui rend compte du revenu national brut par habitant, du niveau d'éducation et de l'espérance de vie de la population, le rapport 2023/2024 du Programme des

social, prônée par le Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE, selon Dr Sandra Ablamba Johnson, explique cette performance.

« Le Togo a fait le choix du



Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur l'Indice du Développement Humain (IDH) est rendu public. Le Togo enregistre un bon score. Les raisons de la bonne performance du Togo ont été expliquées aux organisations de presse et responsables des médias le jeudi 4 juillet dernier à Lomé.

Ce sont Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République, et Mme Yawa Kouigan, ministre de la communication et des médias qui se sont prêtées à l'exercice.

Selon les explications, l'indice de développement humain du Togo est passé de 0,539 en 2021-2022 à 0,547 en 2023-2024. Le revenu national brut par habitant sur la terre de nos aïeux a augmenté, passant de 2167\$ US à 2214\$ US sur la même période.

Avec ces résultats, le Togo est dans la dynamique de franchir le seuil de la catégorie des pays à indice de développement humain moyen égal à 0,550. Une performance remarquable qui a valu au pays d'être classé, 1er dans l'espace UEMOA et 4ème dans la CEDEAO après le Cap Vert, le Ghana et le Nigéria.

Les réalisations enregistrées dans les domaines prioritaires de la santé, de l'éducation et des infrastructures, identifiées dans la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, en droite ligne avec la politique d'inclusion économique et

développement centré sur l'homme, le processus le plus difficile en économie. Le Togo n'a pas de pétrole et n'a pas investi des milliards dans les infrastructures routières de dernière génération, mais il a mis l'homme au centre de son développement.

Le développement humain prend du temps car il est complexe. Mais si vous arrivez à réussir, c'est un développement durable.", a-t-elle indiqué.

Les principales réalisations en question relativement aux composantes de l'IDH se retrouvent dans le domaine de la santé où le taux d'accessibilité est passé de 71% en 2020 à 90,7% en 2023. Plus de 400640 femmes enceintes bénéficiaires du programme Wezou avec 221 802 accouchements.

Sur le plan des infrastructures sanitaires, on note la construction d'un hôpital national de référence, la construction de 6 hôpitaux mère-enfant dans les différentes régions dont trois (3) achevés, la construction de 86 nouvelles formations sanitaires et rénovation de 60 formations sanitaires avec la réception de 47 Unités de Soins Périphériques (USP) dans le cadre du projet de Service de santé essentiel de qualité pour couverture sanitaire universelle, d'un montant de 40 milliards de FCFA.

Aussi, peut-on parler du Projet de réhabilitation et d'équipement des centres de santé préfectoraux et régionaux



d'un coût de 7,36 milliards de FCFA, le Projet Ellipse pour la réhabilitation des CHU de Lomé et de Kara pour un montant de 67 milliards de FCFA. Sur le plan des ressources humaines, plus de 2500 professionnels de santé sont recrutés.

Dans le domaine de l'éducation, le taux global d'achèvement est passé de

de déchets, 5 bassins de rétention et environ 25 000 latrines communautaires et familiales ont été réalisés.

Sur le plan énergétique, le taux d'accès à l'électricité est passé de 50% en 2020 à 68% en 2023. L'accès à l'électricité à plus de 600 000 ménages grâce aux projets CIZO, Fonds TINGA, l'augmentation de la

construits et 164 en construction, l'aménagement des Zones d'aménagements agricoles planifiées (ZAAP), passées de 38 en 2020 à 231 en 2023 avec un total 35 000 ha. L'Opérationnalisation de l'Agence de transformation agricole avec l'aménagement de 19 ZAAP d'excellence à disposition de plus de 3000



88,6% en 2020 à 88,7% en 2022. Les efforts ont été marqués ces quatre dernières années par des réalisations majeures: la construction ou la réhabilitation de plus 5000 salles de classe, le recrutement de 5000 nouveaux enseignants pour les niveaux primaires et secondaires, la distribution gratuite de 700 000 manuels scolaires aux apprenants du primaire depuis la rentrée 2023-2024, la formation de 350 élèves inspecteurs et conseillers pédagogiques, les cantines scolaires, le programme School Assur (plus de 4,5 millions de prestations en faveur d'environ 2 millions d'élèves).

Dans le secteur eau et assainissement, le taux d'accès à l'eau potable est de 69% en 2023 contre 60% en 2020. Plus de 12 500 forages ont été construits. 60 000 branchements domestiques et 194 bornes fontaines réalisés. Cinq centres d'enfouissement

production d'énergie avec les centrales solaires de Blitta et de Kekeli Efficient Power d'une capacité de 135 MW portant la production énergétique nationale à 303 MW, l'implantation et réhabilitation de 51 000 lampadaires pour l'éclairage public

Dans le secteur agricole, il y a l'amélioration de la production des céréales qui était d'environ 1 350 000 tonnes en 2020. Elle s'est établie selon les données statistiques en 2023 à 1 600 000 tonnes.

Dans les Principales réalisations, on note également la mise en place d'une subvention annuelle pour faire baisser les prix des engrais à 18 000 FCFA au lieu de 32 000 FCFA, environ 11 milliards de FCFA sous forme de crédits pour l'amélioration de la production agricole, 663 magasins de stockage de produits agricoles

kits d'irrigation à pompe solaire.

L'Indice de Développement Humain (IDH) vise à évaluer et comparer le niveau de développement humain entre les pays du monde entier. L'IDH se base sur trois principaux critères, à savoir: Santé et longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), le niveau d'éducation (évalué par la durée moyenne de scolarisation des adultes et la durée prévue de scolarisation des enfants) et le niveau de vie (mesuré par le revenu brut par habitant ajusté en fonction de la parité de pouvoir d'achat). Contrairement aux mesures traditionnelles qui se concentrent principalement sur les indicateurs économiques, l'IDH offre une vision plus holistique du bien-être humain en prenant en compte plusieurs dimensions essentielles du développement.

La Rédaction

1er sommet de l'AES

Burkina Faso, Mali et Niger tournent définitivement dos à la CEDEAO

La décision prise en septembre 2023 par le Mali, le Niger et le Burkina Faso de quitter la CEDEAO est définitivement consommée. Elle est officialisée le samedi 6 juillet dernier lors du premier sommet de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) tenu à Niamey au Niger.

Les trois pays avec à leurs têtes le général Abdourahamane Tiani, le colonel Assimi Goïta et le capitaine Ibrahim Traoré se constituent en confédération des Etats du Sahel.

Suivant l'armature juridique et institutionnelle arborée par le traité qui crée cette nouvelle entité étatique, les 3 Etats confèrent certaines de leurs compétences souveraines à la confédération. Il s'agit de la défense et de la sécurité et la diplomatie. La nouvelle confédération a pour objectif la protection des populations contre toute menace d'agression terroriste, le banditisme et tout acte hostile venant de l'extérieur.

Au plan économique et social,



elle sera dotée d'instruments propres pour le financement de sa politique. L'ambition de ces trois pays est d'arriver à créer les conditions d'une véritable sécurité alimentaire au profit de

leur population tout en mettant en place un dispositif économique, financier et monétaire nécessaire au financement du développement et à l'investissement des

politiques dans l'espace de l'AES.

Le sort économique selon la vision de l'AES, repose sur l'industrialisation et la transformation sur place des produits et des richesses en ressources naturelles. Dans le

réseau ferroviaire. Aussi ils évolueront vers les projets structurants dans le domaine de l'agroalimentaire, des industries extractives et de l'énergie.

Le général Tiani a signifié que leurs peuples ont irrévocablement tourné le dos à la CEDEAO et qu'il leur appartient aujourd'hui de faire de la confédération AES, une alternative à tout regroupement factice en construisant une communauté souveraine des peuples, une communauté éloignée de la mainmise des puissances étrangères, une communauté de paix, de solidarité et de prospérité basée sur leurs valeurs africaines. « Dans le contexte politique actuel, l'AES constitue le seul regroupement sous régional efficace dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la CEDEAO ayant brillé par son déficit d'implication dans la lutte terroriste. De ce fait, l'AES seule nous permet de faire face aux menaces terroristes comme aucune autre structure régionale ou internationale ne l'a fait auparavant », s'est-t-il félicité.

Notons que la Présidence de la confédération sera assurée pendant la première année par le Mali et le Burkina Faso.

Elom

Accès universel aux soins

Les acteurs du secteur pharmaceutique en conclave

Du 4 juillet au 6 juillet 2024 s'est tenu à Lomé, le 23^e Forum Pharmaceutique International (FPI). Placée sous le thème: « Accès universel aux soins, défis, enjeux et perspectives pour le secteur pharmaceutique », les travaux de cette grande rencontre ont été ouverts par le Premier ministre, Victoire Tomegah-Dogbé.

Etaient aussi présents, les représentants de l'Inter-ordre des pharmaciens d'Afrique (IOPA), ceux de l'Intersyndicale des pharmaciens d'Afrique (ISPHARMA), de l'Association des centrales d'achat des médicaments essentiels (ACAME) et de la Conférence des doyens de faculté de pharmacie d'Afrique (CADPHARM). Le forum a connu la participation de 1500 acteurs du secteur pharmaceutique venus de plusieurs pays d'Afrique et de l'Europe.

Durant trois jours, les experts et les pharmaciens qui sont dans le domaine de la recherche, des grossistes répartiteurs, des industriels et des pharmaciens d'officine ont eu à réfléchir ensemble sur comment mutualiser leurs efforts afin que ce droit des populations puissent être satisfait.

Le FPI 2024 a permis d'outiller les participants de sorte que chaque concitoyen puisse bénéficier d'une couverture sanitaire universelle donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des



médicaments essentiels sûrs, efficaces et à un coût abordable.

Dans son mot de bienvenu, Dr Yawo Nyassen, premier responsable de l'Ordre national des pharmaciens du Togo (ONPT) et président du comité d'organisation a vivement exprimé leurs reconnaissances au Président de la République Faure Gnassingbé qui a accordé son haut patronage à cette édition. Ce qui leur a permis dans l'intervalle de sept mois, de réussir cette organisation.

Pour sa part, le Togo a pris la charge de l'activité tout en sachant que la mission cette année revenait au Niger

comprendre que le Togo s'est engagé dans l'assurance maladie universelle avec la mise en œuvre qui a commencé dès avril. D'où l'importance de cette rencontre, dans le but de se retrouver, partager leurs expériences afin qu'ils puissent tirer des leçons des pays très avancés en terme d'assurance maladie universelle. Il soutient que l'une des clés de réussite de cette nouvelle approche c'est l'industrialisation. Il a

de pouvoir s'industrialiser et d'avoir une certaine souveraineté pharmaceutique.

En lançant les travaux, la cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomegah Dogbé a souhaité que ce rendez-vous soit aussi une aubaine pour la relance de la stratégie de lutte contre le trafic des faux médicaments sur le continent. Ce forum pour elle, est le moment opportun et le lieu idéal pour fédérer les énergies de tous les acteurs de la chaîne de médicaments afin de construire une assurance maladie durable grâce à des médicaments de



d'organiser la 23^e édition du forum pharmaceutique international. Par rapport au thème de cette édition, il a fait

signifié que c'est important pour eux d'aller vers cette coopération sud-sud et permettre à leurs pays

meilleures qualités au meilleur coût.

Elom

Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement Kodjo Adédzé expose les ambitions du Togo

Du 2 au 5 juillet dernier s'est tenue à Brazzaville, la première conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement. Initié par le Président Congolais, Denis Sassou N'Guesso et sous l'égide de l'Union africaine, cet événement continental sur l'urgence climatique a mobilisé des chefs d'État et de gouvernement ainsi que des délégations de diverses institutions internationales dont celle de l'Assemblée nationale togolaise avec à sa tête le Président Sévon-Tepé Kodjo Adédzé, représentant le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé.



Une vingtaine de pays africains, d'organisations et institutions internationales et certains partenaires techniques et financiers, ont répondu présent à la conférence de Brazzaville.

L'initiative « décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du reboisement » répond favorablement à l'appel lancé en 2022 par le Président congolais, Denis Sassou N'Guesso, à la COP 27 en Egypte. « Agir ensemble pour préserver l'environnement et protéger les forêts » est une fois encore cet appel qui retentit de nouveau et interpelle tous les pays africains qui subissent les conséquences de plus en plus récurrentes des changements climatiques.

A ce grand rendez-vous, le président de l'Assemblée nationale, Sévon-Tepé Kodjo

Adédzé, représentant le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a présenté l'ambition du Togo et certaines actions phares menées très tôt en matière de protection de l'environnement. Dans cette dynamique, il a fait comprendre que le Togo s'est engagé, au titre de sa feuille de route gouvernementale 2025 et de sa politique forestière nationale, à étendre sa couverture forestière à 26 % du territoire national à l'horizon 2030.

La vision pour le pays, est de contribuer aux efforts mondiaux et régionaux de restauration des écosystèmes forestiers. Dans la même dynamique, il a fait mention de la manière dont le pays a revu à la hausse ses ambitions dans le cadre de ses contributions déterminées au niveau national. Ceci à travers

des actions qui devront permettre de renforcer la résilience climatique par des stratégies globales d'adaptation et d'atténuation. De façon générale, la contribution du Togo en termes de proportion selon lui, s'élève à 50,57 % à l'horizon 2030, soit 20,51 % de cible inconditionnelle et 30,06 % de cible conditionnelle. "L'engagement du Togo se traduit par la restauration de 1,4 million d'hectares de paysages forestiers dégradés, au titre de notre contribution à l'initiative africaine pour la restauration de 100 millions de paysages forestiers (AFR100) à l'horizon 2030, renforcée par l'ambition décennale inscrite dans la feuille de route gouvernementale de planter un milliard d'arbres sur la période 2021-2030 et de mettre en place au moins 117 forêts



communales ainsi que 400 forêts cantonales", a-t-il déclaré.

Au-delà de ces engagements, il a expliqué aux uns et aux autres que l'ambition du Togo est encore plus grande et il est temps d'agir. Raison pour laquelle il a au cours de sa présentation, lancé un appel à une appropriation généralisée et à une coopération internationale autour de l'initiative de Brazzaville qui est à privilégier. Pour lui, Brazzaville marquera ainsi un point de départ pour l'adoption des mesures politiques, sociales, juridiques et administratives visant à accompagner, à soutenir et à promouvoir des actions de reboisement et d'afforestation à l'échelle mondiale, sur la base d'une coopération internationale.

Au cours de son séjour à Brazzaville, le Président de l'Assemblée nationale, Sévon-Tepé Kodjo Adédzé a fait de cette rencontre d'une pierre deux coups en rendant une visite de courtoisie à son homologue congolais, Isidore Mvouba, au

siège du Parlement congolais. Un tête-à-tête entre les deux présidents a permis de discuter sur l'approfondissement des relations bilatérales entre leurs institutions parlementaires au profit des populations. Histoire pour eux de saluer la qualité des relations entre les présidents des Républiques du Togo et du Congo.

Au demeurant, en ce qui concerne l'appel du président de l'Assemblée nationale togolais, il a été pris en compte par la déclaration de Brazzaville sur la décennie mondiale de l'afforestation et du reboisement, adoptée par la plénière. L'Union Africaine fera un plaidoyer pour son inscription à l'agenda de la 79ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui se tiendra en septembre prochain à New-York. Dans cette perspective, le Président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a plaidé pour la création d'un organisme spécifique des Nations Unies consacré aux forêts.

Elom

Bruxelles: Kévin Denkey honoré à la soirée white party 2024

La troisième édition de la soirée annuelle White party organisée le samedi 29 juin dernier a tenu toutes ses promesses à la salle Gala du Birmingham Palace à Bruxelles.

Organisée par le duo Nickel Alassani présidente de l'association AEA (Action Europe Afrique) et Roland Tomi président de l'association ACAAB (Association Culturelle pour les Artistes Africains de Belgique) et vice-président de l'association JVE Belgique (Jeunes Volontaires pour l'Environnement), cette soirée a été riche en son, lumière et couleur.

Des personnalités de marque à l'instar des députés bruxellois kalvin Soiress d'origine togolaise et Gladys Kazadi, Peter Anthony ainsi que des artistes de la chanson togolaise Tony x, Max Fire, Etane et la styliste Kav Elyte, venue spécialement de Lomé, ont su agrémente et rehausser

l'éclat à la grande soirée.

Artistes d'autres horizons, sportifs, entrepreneurs, politiciens et diplomates étaient également de la partie. Placée sous le thème : « La cohésion sociale, le vivre-ensemble et l'inclusion », la soirée de cette année a pour particularité la remise d'un trophée spécial, de remerciement et d'encouragement à l'international togolais Kévin Denkey, attaquant du Cercle de Bruges, Soulier d'Ébène et meilleur buteur du championnat belge de première division, « Jupiler Pro League » pour sa remarquable performance durant la saison écoulée. L'objectif poursuivi par le tandem Nickel et Roland est de promouvoir le Togo dans la capitale européenne via sa culture et de célébrer ces togolais qui rayonnent au plan international. Cette initiative de l'organisation est d'encourager le



joueur et de l'amener à plus de performance dans son travail de tous les jours d'une part, et d'inciter d'autres joueurs qui évoluent à l'international à faire comme Kévin Denkey.

Très heureux pour ce trophée, l'attaquant togolais, atout offensif numéro 1 des Eperviers du Togo, a tout d'abord remercié l'organisation pour la

considération faite à son endroit. Pour lui, cette distinction est un moment de joie, d'émotion et surtout une occasion de rencontrer la communauté togolaise vivant en Belgique. Il a promis à l'assistance présente à cette soirée, de continuer de travailler pour la bonne image du pays à l'extérieur.

E.K

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités
Récépissé
N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC
Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO
Arimiyao
Cel: 91 36 37 55

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Alassani A.
Stanislas

Imprimerie

Yanidel print,
Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires

Repenser la gouvernance mondiale pour la paix et le développement

Robert Dussey souligne le rôle des acteurs politiques

La paix et le développement durable, grands enjeux auxquels aspirent toutes les nations du monde se retrouvent fragiliser. Décideurs africains, dirigeants d'organisations internationales et régionales, secteur privé et représentants de la société civile se sont donnés rendez-vous au Caire en Egypte pour le Forum d'Assouan, autour du thème : « L'Afrique dans un monde en mutation : repenser la gouvernance mondiale pour la paix et le développement ».

Le Togo, représenté par son ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine a pris part aux travaux les 2 et 3 juillet derniers dans la capitale politique de l'Egypte. L'objectif de cette rencontre d'envergure est de renforcer les mécanismes de prévention des conflits.

Au cours de son intervention, le patron de la diplomatie togolaise a mis en lumière le rôle des acteurs politiques dans l'édification d'une société de paix

et de développement.

« Pour une paix et un développement durable en Afrique, notre priorité en tant que politiciens africains doit être le bien-être de nos populations. Nous devons respecter nos propres décisions », a souligné prof Robert Dussey.

Le chef de la diplomatie a également publié sur son compte x dans le cadre de ce forum : « La seule façon pour nous de parvenir à la paix et au développement durable dans nos pays est que nos dirigeants décident d'agir, non pas dans leur propre intérêt, mais dans l'intérêt commun de nos peuples dans nos pays »

Plusieurs protocoles ont été signés durant le forum avec pour objectif de promouvoir la paix et le développement en Afrique avec des partenaires clés notamment l'Agence de l'UA pour le développement (AUDA NEPAD), le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UNOAU), le gouvernement Japonais et le PNUD.



Au terme des travaux, une série de recommandations notamment la nécessité de consolider la voix de l'Afrique au Sommet du Futur (qui sera organisé par les Nations Unies en septembre à New-York pour mieux préparer l'avenir de la planète), de renforcer les efforts de maintien de la paix, et enfin de mettre à profit le rôle des

jeunes pour soutenir l'innovation et les solutions durables.

Le Forum d'Assouan pour la paix et le développement durable est une rencontre qui se tient chaque année depuis 2019. Organisé par l'Egypte, sous la houlette du président Abdel Fattah el-Sisi, il s'agit d'une tribune de haut niveau pour discuter des questions de paix et de

développement durable. Cette année, elle a connu une grande affluence de personnalités importantes notamment le président de la Commission de l'Union Africaine, le Secrétaire général de la Ligue arabe ainsi que des hauts fonctionnaires des Nations Unies et de l'Union Africaine.

MF

Exemption de visa diplomatique

Le Togo et l'Inde signent un accord

La relation entre Lomé et New-Dehli est au beau fixe. Un mémorandum d'entente relatif à l'exemption réciproque de visa est désormais acté entre les deux

Salifou, secrétaire général du ministère togolais des Affaires étrangères.

Il est important de rappeler que plusieurs projets existent



parties.

L'exemption de visa prend en compte les titulaires de passeports diplomatiques, officiels et de service des ressortissants des deux pays. Elle a pour objectif de renforcer les relations bilatérales entre le Togo et l'Inde, en facilitant la mobilité des cadres et représentants officiels des deux pays.

Cette signature intervient dans le cadre d'une visite de deux jours d'une délégation indienne au Togo, marquant les premières consultations politiques entre les ministères des Affaires de l'Inde et du Togo. Elle est concrétisée par Sevela Naik Mude, responsable de la zone Afrique centrale et occidentale au ministère indien des Affaires extérieures, et Afo

entre l'Inde et la Terre de nos aïeux. La Banque Exim de l'Inde a accordé un prêt de 22 milliards de F.CFA en juin 2021 pour financer un projet d'électrification couvrant 350 localités togolaises.

La nouvelle ère de coopération entre les deux pays, se fonde également sur des axes comme La formation professionnelle, avec le Programme de coopération technique et économique de l'Inde (ITEC). Plusieurs cadres togolais ont bénéficié à cet effet des formations certifiantes et diplômantes dans divers domaines à savoir énergies renouvelables, technologies de l'information, communication-média, finances et banque, management de l'administration et des PME-PMI.

MF

AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES
(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREEES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)
N° 008/2024/OTR/CG/CDDI/DEL

MESURE DE DEPRECIATION SUR LES VALEURS DES VEHICULES

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal continu sur la mise à la consommation des véhicules en souffrance sous douane et de répondre aux différentes préoccupations des importateurs de véhicules d'occasion,

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des opérateurs économiques que la mesure de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi N° 2018 - 007 du 25 juin 2018 portant Code des Douanes National, se poursuit jusqu' au 20 décembre 2024.

Les dispositions en matière d'évaluation pour les véhicules mis à la consommation sont aussi applicables aux véhicules en transit.

A cet effet, il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2024 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus. Passé cette date, la dépréciation accordée sera automatiquement annulée.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour l'application correcte de cette mesure.

Fait à Lomé, le 28 juin 2024

Philippe Koton B. TCHADJE

Le Commissaire Général

4 présumés trafiquants d'ivoire arrêtés déférés à la prison civile de Kara

Les agents de la Brigade de Recherche et d'Investigation (BRI) de Kara et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, ont arrêté le 30 juin 2024 à Kara, quatre présumés trafiquants en possession de 34,36 kilogrammes d'ivoire et de dents

de 5 dents d'hippopotames et de deux morceaux de dent d'hippopotame.

Les présumés trafiquants dont deux Burkinabè et deux Togolais, ont été pris par les éléments de la BRI de Kara en pleine négociation de vente de 11 grosses défenses d'éléphants, 8 morceaux d'ivoire,

Ce dernier les a hébergés une nuit chez lui, avant de prendre la route ensemble avec les ivoires et les dents d'hippopotames pour Kara à la rencontre du cerveau du réseau qui a quitté depuis Atakpamé dans la région des plateaux. Les quatre présumés trafiquants sont bien connectés à d'autres trafiquants de faux billets de banque en lien avec le contact intermédiaire de Dapaong.

Le plus âgé du groupe qui est l'intermédiaire de Dapaong, attendait les autres à leur hôtel sans se déplacer au lieu de la transaction. Mais sur dénonciation des autres, il a été arrêté dans cet hôtel.

Dans leurs déclarations, les quatre présumés trafiquants ont reconnu les faits qui leurs ont été reprochés.

Au cours de la présentation des présumés trafiquants à la presse, le Commissaire de Police AWIZOBA Yao, Commandant de la BRI, a indiqué que les trafiquants d'ivoire interpellés en possession des produits prohibés, rassemblés depuis le Burkina Faso pour être vendus au Togo, seront conduits devant le procureur pour répondre de leurs actes.

« Nous force de sécurité, sommes fières d'avoir réussie une telle opération de saisie des produits prohibés. Le trafic des espèces animales et végétales continue malgré tous les moyens que les nations mettent en place

pour lutter contre ce fléau. Tout ceci, parce que la demande de ses espèces sur le marché noir est tellement forte, encourageant les contrevenants à tenter de braver les lois tout en détruisant les animaux protégés qui risquent de disparaître et que les générations à venir risquent de ne pas connaître. Il est vraiment nécessaire que les populations collaborent avec les forces de sécurité qui se battent jour et nuit pour lutter contre ce fléau. » a-t-il souligné.

Selon KANSIWOWE Yawo, Capitaine des Eaux et Forêts, Directeur de l'environnement et des ressources forestières de la KOZAH, le trafic d'espèces en voie d'extinction au Togo, comme dans de nombreux autres pays, est un problème grave qui menace la biodiversité et les écosystèmes.

« Il contribue à la diminution rapide des populations de certaines espèces animales et végétales, ce qui peut entraîner leur extinction. Ce trafic est souvent alimenté par des réseaux criminels organisés et est lié à d'autres formes de criminalité, comme le trafic de drogue, le braconnage », a-t-il souligné avant d'inviter les populations à collaborer pour le bien de tous, car la destruction des espèces protégées nuit non seulement à l'équilibre de l'écosystème, mais aussi dangereuse pour le pays qui ne peut plus bénéficier de l'économie touristique.

Il a aussi ajouté qu'au Togo, le commerce illégal d'animaux sauvages, notamment les

éléphants pour leur ivoire, est particulièrement préoccupant, car les efforts pour lutter contre ce fléau a nécessité des mesures que le gouvernement a pris pour renforcer la législation, organiser des campagnes de sensibilisation, ainsi que des collaborations internationales pour traquer et démanteler les réseaux de trafiquants.

La disparition des espèces sauvages est un marché lucratif. Plus un produit se fait rare, plus il est cher. Pourtant, le commerce international de l'ivoire est déclaré illégal depuis 1989, mais les populations d'éléphants d'Afrique continuent de décroître. Chaque année, 20 000 à 30 000 éléphants sont tués pour leurs ivoires, selon le Fonds mondial pour la nature (WWF) ; équivalent entre 50 à 80 individus par jour. L'espèce ne compte plus que 415 000 pachydermes en Afrique, contre 3 à 5 millions au début du siècle dernier.

Le commerce illégal d'espèces sauvages est un crime organisé transnational majeur, qui génère des milliards de fonds criminels chaque année. Les trafiquants d'espèces sauvages exploitent les faiblesses des secteurs financiers et non financiers pour déplacer, cacher et blanchir leurs produits, ce qui permet de nouveaux crimes et porte atteinte à l'intégrité financière. Malgré ce fait, dans certains pays, le trafic de faune n'est pas reconnu comme une vraie menace, ce qui permet aux différents réseaux de trafic de prospérer.



d'hippopotames qu'ils s'apprêtaient à vendre.

Arrêtés pour flagrant délit de détention, de circulation et de la commercialisation illégale de produits fauniques, les nommés OGRABAKO Wendana, KEEG'BA Bogra, TOUGMA Issifou et YAMEOGO Abilou ont d'abord été placés en garde à vue avant d'être présentés au procureur puis déférés le 4 juillet 2024, à la prison civile de Kara. Ils encourrent

de 5 dents d'hippopotames et de deux morceaux de dent d'hippopotame.

Les deux présumés trafiquants Burkinabè, en l'occurrence YAMEOGO et TOUGMA, ont quitté depuis le Burkina avec les ivoires et les dents d'hippopotames conditionnés dans une grande valise de voyage pour traverser la frontière puis rejoindre leur contact intermédiaire dans le trafic à Dapaong.

LA TRADITION QUI NOUS RASSEMBLE

AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE.

600 FCFA*
50 CL

snb.tg

Abonne-toi via TMoney et tente de gagner plein de cadeaux



***145*434#**



La Fibre 📞 **888 | 119**

Promo valable jusqu'au 7 Juillet 2024
Règlement du jeu consultable sur le site web Togocom.tg

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.

